

Unité interdépartementale Loire Haute-Loire
2 avenue Grüner
Allée C
42000 SAINT-ETIENNE

Saint-Etienne, le 6 avril 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/03/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SETFORGE EXTRUSION SN

33 Avenue Berthelot

42152 L HORME

Références : UID4243-DSSP-022-0135

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23 mars 2022 dans l'établissement SETFORGE EXTRUSION SN implanté, 33 avenue Berthelot 42152 L'Horme. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SETFORGE EXTRUSION SN
- 33 Avenue Berthelot 42152 L HORME
- Code AIOT dans GUN : 0006103358
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

L'entreprise SETFORGE EXTRUSION Société Nouvelle fabrique des pièces forgées par extrusion à froid. Les principales activités exercées sont le travail mécanique des métaux et le traitement de surfaces (phosphatation). Le site est régulièrement autorisé et réglementé par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 21 mars 2014.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- maîtrise du risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à madame la préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à madame la préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à madame la préfète e, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
État des matières stockées	Arrêté Préfectoral du 21/03/2014, article 7.1.2	/	Sans objet

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 21/03/2014, article 7.2.2	/	Sans objet
Maintenance et test	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 19	/	Sans objet
Prévention du risque de pollution par les eaux d'extinction	Arrêté Préfectoral du 21/03/2014, article 4.2.4.2	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Maintenance et test	Arrêté Préfectoral du 21/03/2014, article 7.5.4	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette visite d'inspection a permis de mettre en exergue plusieurs non-conformités pour lesquelles l'exploitant devra mettre en oeuvre les actions correctives nécessaires, selon les délais fixés dans le rapport d'inspection.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : État des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/03/2014, article 71.2
Thème(s) : Risques accidentels, Action Coup de Poing
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité. L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.
Constats : L'exploitant dispose d'une base de données informatisée permettant d'avoir accès aux fiches de données de sécurité des produits utilisés. Un classeur avec ces fiches est également présent au niveau de la ligne de phosphatation et dans le bureau du chef d'atelier. Lors de l'inspection, un plan indiquant les quantités de produits présentes dans les cuves de la ligne de phosphatation et de la station de traitement des effluents industriels a été présenté. Sur ce plan, figurait également l'emplacement des produits neufs ainsi que le volume de leur conditionnement. Afin que ce plan présente une meilleure exhaustivité, il est demandé que les quantités maximales de produits neufs susceptibles d'être stockées aux différents emplacements soient précisées (1 mois).
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/03/2014, article 7.2.2
Thème(s) : Risques accidentels, Action Coup de Poing
Prescription contrôlée : L'exploitant dispose a minima de : - un débit d'eau de 240m3/h disponible pendant 2 heures. (...) Un des poteaux devra être situé à moins de 200 mètres de l'entrée de l'établissement. Dans le cas où la totalité du débit disponible ne pourrait être obtenue à partir des poteaux ou bouches d'incendie du réseau d'eau (public ou privé), il est admis que les besoins soient disponibles dans une ou plusieurs réserves d'eau, propre au site et accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours. Ces réserves d'eau (naturelles ou artificielles – publiques ou privées), devront être équipées ou réalisées conformément aux règles d'aménagement des points d'eau définies par la circulaire interministérielle n°465 du 10 décembre 1951. Volume minimum de la réserve : 480 m3. Une attestation assurant que l'installation remplit effectivement les fonctions pour lesquelles elle est prévue, devra être délivrée par l'installateur et transmise au Service Départemental d'Incendie et de Secours, Bureau Départemental de Prévision Opérationnelle (application de la norme NFS 62.200). L'exploitant devra être en mesure de démontrer la disponibilité des débits à la demande de l'inspection des installations classées. -des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ; (...)
Constats : Il a été constaté que des extincteurs étaient présents dans l'établissement et qu'un poteau d'incendie était situé juste en face de l'entrée du site. Pour ce qui est du débit d'eau de 240 m3/h demandé dans l'arrêté préfectoral, l'exploitant ne disposait pas de justificatif attestant de la disponibilité de ce débit mais il a interrogé la commune et le SDIS sur ce sujet, par courriel du 22 mars 2022. Il est ainsi demandé à l'exploitant qu'il transmette tous les éléments justifiant de la disponibilité d'un débit de 240 m3/h (2 mois).
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Maintenance et test

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/03/2014, article 7.5.4
Thème(s) : Risques accidentels, Action Coup de Poing
Prescription contrôlée : L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur. Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.
Constats : L'exploitant a présenté lors de l'inspection un plan sur lequel étaient répertoriés tous les extincteurs du site. Ceux-ci font l'objet d'une vérification annuelle, la dernière s'étant déroulée au mois de mars 2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Maintenance et test

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 19
Thème(s) : Risques accidentels, Action Coup de Poing
Prescription contrôlée : Un dispositif de détection d'incendie, dont l'objectif est notamment de prévenir les occupants pour qu'ils évacuent les lieux, est installé dans les locaux concernés en application des articles 11 et 14. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps. L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection. Il organise à fréquence annuelle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes-rendus sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Concernant les dispositifs d'alarme incendie, l'exploitant a indiqué que des systèmes à déclenchement manuel étaient présents sur le site mais qu'il n'y avait pas de dispositifs de détection automatique. Il a précisé que ce manquement avait été identifié et que les démarches nécessaires avaient été engagées. L'exploitant a ainsi demandé différents devis et les investissements seront prochainement réalisés. Il est demandé à l'exploitant que les systèmes de détection automatique soient installés le plus rapidement possible et au plus tard avant la fin de l'année 2022.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Prévention du risque de pollution par les eaux d'extinction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/03/2014, article 4.2.4.2
Thème(s) : Risques accidentels, Action Coup de Poing
Prescription contrôlée : Un système permet l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées pour l'extinction d'un incendie et le refroidissement, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement doit être réalisé par un bassin de confinement ou tout autre dispositif équivalent.
Constats : Un muret en périphérie Nord de l'établissement (point bas du site) permet de confiner les eaux d'extinction d'un incendie. Pour cela, l'exploitant est équipé de matériel permettant d'obturer une ouverture existante dans le muret qui permet, en temps normal, l'évacuation des eaux pluviales de ruissellement. Lors de l'inspection, il a été constaté que ce matériel d'obturation était présent à deux endroits différents du site. En revanche, il apparaît nécessaire que l'exploitant améliore la signalisation et l'accessibilité du matériel d'obturation, prévoit une fiche réflexe ou consigne pour la mise en œuvre de ce matériel et que des exercices d'entraînement du personnel soient régulièrement effectués (1 mois).
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet